



Fermeture de la centrale de Fessenheim

La CFE Energies s'oppose plus que jamais à une aberration industrielle, économique et sociale

Après le Comité Central d'Entreprise d'EDF qui a étudié les conclusions des expertises qu'il a diligentées, la CFE Energies s'oppose plus que jamais à la fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim. Elle appelle le Gouvernement à ne plus s'obstiner et demande à la gouvernance d'EDF de prendre ses responsabilités pour éviter une aberration économique et climatique qui s'avère être une hérésie industrielle et sociale mais aussi destructrice de valeur pour EDF et pour la France !

Depuis les annonces politiques de 2012, la CFE Energies n'a eu de cesse de dénoncer le projet de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim qui ne s'appuie sur aucun argument recevable, qu'il soit industriel, économique, social ou environnemental.

Après l'accord de Paris, obtenu de haute lutte et que le Gouvernement ne cesse depuis de défendre, y compris auprès de la prochaine administration américaine, la France se doit d'être exemplaire dans ses choix de politique énergétique en faveur de la réduction de l'empreinte carbone et de l'efficacité énergétique. Dès lors, rien ne justifie la fermeture anticipée d'une centrale nucléaire, moyen de production électrique non émetteur de CO₂, au moment même où les conditions climatiques n'ont jamais engendré autant d'importations d'une électricité produite à partir d'énergies fortement carbonées !

Atout climatique, sécurité et compétitivité énergétiques, politique industrielle... la CFE Energies est convaincue que le nucléaire est une énergie d'avenir et qu'il doit continuer d'occuper une place centrale dans le mix énergétique français. La fermeture anticipée de la centrale nucléaire de Fessenheim en est plus que jamais incohérente et dogmatique.

En s'obstinant dans la voie d'un tel gâchis financier, industriel, social et climatique, le Gouvernement n'hésite pas à spolier EDF, à sacrifier ses propres intérêts patrimoniaux et plus largement à insulter l'ensemble des salariés d'EDF et de la filière nucléaire française. Pire, le Gouvernement n'hésite pas à sacrifier un outil industriel au moment où il se félicite d'avoir obtenu le feu vert de la Commission européenne à la reconfiguration capitalistique d'AREVA et donc affiche sa volonté de refonder la filière nucléaire française... La CFE Energies continue de chercher désespérément la cohérence de l'action publique en matière nucléaire.

Si sa priorité est bien de refonder la filière nucléaire et d'afficher son exemplarité climatique, l'Etat doit, plutôt que fermer Fessenheim, s'attacher à sécuriser la prolongation du parc nucléaire existant, essentielle à la sécurité et à la compétitivité énergétiques du pays mais tout aussi primordiale à la pérennité de l'important tissu des entreprises sous-traitantes, comme l'a confirmé le Comité Stratégique de Filière Nucléaire lors de sa réunion du 19 décembre 2016.

La CFE Energies est plus que jamais opposée à cette aberration industrielle, économique, sociale et climatique. Elle demande au Conseil d'Administration d'EDF de rejeter un projet destructeur de valeur pour l'entreprise et plus largement la France !

Contact presse : Alexandre GRILLAT / alexandre.grillat@cfe-energies.com

LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!

CFE-CGC ÉNERGIES
59 rue du Rocher
75008 PARIS
www.cfe-energies.com
presse@cfe-energies.com